



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° 028/2024/DREAL/UD88 du 15 JAN. 2024

mettant en demeure la société SHEPHERD, de respecter les prescriptions applicables aux activités exploitées sur le territoire de la commune de Juvaincourt (88500)

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-69, L. 521-17 ;
- Vu le règlement (CE) n°1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances, et instituant une agence européenne des produits chimiques (dit Règlement REACH) ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et notamment l'article 5 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°88/98 du 21 janvier 1998 modifié autorisant la société SHEPHERD à exercer une activité de fabrication de composés organométalliques sur le territoire de la commune de Juvaincourt ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1632/2017 du 26 juillet 2017 actualisant la situation administrative du site ;
- Vu le rapport en date du 19 octobre 2023 relatif à la visite du 04 octobre 2023 de l'inspection des installations de la société SHEPHERD basée à Juvaincourt ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier à la société SHEPHERD en date du 19 octobre 2023 ;

Considérant que la société SHEPHERD a émis des observations au sujet du projet d'arrêté qui lui a été transmis ;

Considérant l'absence de Plan d'Opération Interne (POI) opérationnel le jour de la visite ;

Considérant l'état des stocks présenté le jour de l'inspection ;

Considérant les Fiches de Données de Sécurité (FDS) présentées le jour de l'inspection ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui stipulent que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux*

installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1 - Respect des prescriptions du présent arrêté

La société SHEPHERD située sur le territoire de la commune de Juvaincourt (88500) est mise en demeure de respecter, dans les délais prescrits à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – État des matières stockées

L'exploitant est mis en demeure dans **un délai d'un mois** de respecter les dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé, s'agissant notamment de disposer d'un état des stocks fonctionnel accompagné d'un plan des stockages. Il est également demandé de préciser dans le POI le nom des personnes ayant accès à l'état des stocks, la procédure pour l'obtenir.

Article 3 – Prévention des pollutions accidentelles

L'exploitant est mis en demeure dans un délai de 2 mois de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 susvisé, s'agissant de l'obligation de l'élaboration d'un Plan d'Opération Interne conforme aux prescriptions de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 susvisé et des prescriptions de l'article VI.1 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 susvisé.

Article 4 - Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.521-18 du code de l'environnement.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SHEPHERD, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée à la mairie de Juvaincourt et au sous-préfet de Neufchâteau.

Fait à Épinal, le

15 JAN. 2024

La Préfète,

Par délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.